



Cercle Europe & Technologies du Futur

Déjeuner avec Wolfgang Burtscher

Directeur général adjoint de la DG Recherche
à la Commission européenne

15 octobre 2019

Le 15 octobre, le Cercle Europe & Technologies du Futur a eu le plaisir d'accueillir Wolfgang Burtscher pour un décryptage de l'agenda politique de la DG recherche et les ambitions autour de l'Europe innovante.

La souveraineté technologique européenne

La souveraineté technologique de l'Europe sera un fil rouge de la prochaine Commission. Le constat est que en dépit de toutes les dépenses de l'Union européenne engagées dans la recherche et les innovations, l'Europe ne parvient toujours pas à profiter des résultats de la recherche lorsqu'il s'agit de déployer les produits de la recherche sur le marché.

La création d'un plan stratégique pour la protection des innovations. Pendant longtemps, l'Union européenne a plutôt adopté une approche « *bottom-up* » en intervenant peu sur le marché des innovations. Cependant, face à une concurrence accrue de la Chine et des Etats-Unis, l'idée de changer de paradigme politique vis-à-vis des innovations s'est imposée. C'est notamment l'approche promue par la France qui propose de mettre en place une gouvernance européenne visant à créer des champions européens. Un plan stratégique pour la souveraineté européenne pourrait être s'inspirer du modèle de l'alliance européenne de la batterie.

L'impact de la politique concurrentielle. Le traitement des innovations dans la politique concurrentielle se pose : alors qu'en Chine, les innovations sont financées par des fonds étatiques, dans l'Union européenne, les règles concurrentielles et de contrôle d'aides d'Etats prévalent, ce qui porte préjudice à la compétitivité des entreprises européennes vis-à-vis de leurs concurrents. L'adaptabilité du pacte de stabilité et de croissance a été également posée : Il peut être nécessaire d'assouplir les règles pour permettre aux Etats de soutenir des secteurs stratégiques.

Doit-on être plus défensif vis-à-vis des investissements étrangers ? La Commission européenne a traditionnellement une position ouverte avec la Chine et les Etats-Unis. Mais des inquiétudes naissent du fait que les start-ups européennes fournissant des technologies disruptives sont souvent financées et acquises par des investisseurs étrangers.

Le Conseil européen des innovations est une première étape pour éviter la fuite des innovations en soutenant financièrement les start-ups européennes. Il figure en première place du cahier des charges de la Commissaire à l'innovation, Mariya Gabriel.

Le déjeuner a permis d'établir le constat partagé que lorsque les Etats parviennent à faire se mettre d'accord autour d'un effort communautaire, le succès est au rendez-vous (projet Galileo, Alliance européenne pour la batterie). Cependant, il est souvent difficile pour les Etats de s'accorder.

Le cadre éthique de l'IA

La Commission européenne ne veut pas uniquement développer des innovations, elle veut définir un cadre éthique des nouvelles technologies. A ce titre, Ursula Von Der Leyen s'est engagée à proposer un texte législatif définissant un cadre éthique de l'intelligence artificielle dans les 100 premiers jours de son mandat.

Les débats autour de la création d'un cadre éthique seront particulièrement difficiles, parce qu'il faut d'une part, définir ce que sont les valeurs communes européennes, et d'autre part, trouver un point d'équilibre entre la protection des citoyens et le développement de technologies encore très jeunes et évolutives. La Commission veut par exemple éviter qu'à travers ce cadre, des technologies qui présentent peu de risques soient pénalisées.

Les projets de recherche et les innovations qui vont dans ce sens devraient être favorisés par la Commission européenne.

L'établissement d'un lien de confiance entre les citoyens et les chercheurs

La méfiance envers les nouvelles technologies peut freiner le déploiement des innovations sur le marché. L'existence d'un cadre éthique sera l'un des outils pour protéger et rassurer les citoyens.

Lors du déjeuner a été discutée la nécessité de créer un lien entre les chercheurs avec les citoyens en communiquant sur les bénéfices qui découlent des innovations. Il n'y a cependant pas de budget européen prévue pour la promotion de la recherche européenne.

Les innovations devront être au service des objectifs de développement durable

La priorité d'Ursula Von der Leyen sera d'allier l'économie digitale à son projet de « *New green deal* ».

La Commission souhaite ainsi que la recherche fournisse des solutions pour la transition vers une économie neutre en carbone, et plus généralement, contribue aux objectifs de développement durable.

Le budget du programme Horizon Europe

Les colégislateurs ont conclu un accord sur le contenu du programme-cadre, mais les questions budgétaires ne sont pas encore réglées. Ces questions sont liées à l'établissement du prochain cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027.

La question de la réduction du budget des politiques historiques de l'Union européenne (notamment la PAC ou la cohésion) est posée pour financier de nouvelles priorités politiques dans un contexte de réduction du budget européen avec le Brexit.

La Commission européenne avait proposé que le budget représente 1,11% du PIB, mais plusieurs Etats veulent le maintenir à 1%. Il est probable que le compromis se trouve à 1,05%, une réduction qui correspond en termes financiers au budget attribué à Horizon 2020.

En termes de calendrier, la Commission européenne publiera un programme de travail en septembre ou octobre 2020. Préalablement, une consultation de pré-écriture d'un programme de travail sera lancée. Un accord final sur le cadre financier pluriannuel devrait être trouvé à la fin de l'année 2020.